

NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE 2026

UN SIMULACRE DE NÉGOCIATION !

10 MARS 2026

TOUT TIENT SUR 4 POST-IT :

Conversion d'une partie de la Prime de Responsabilité (Cadre, Maîtrise, Tech. Sup) = 5 pts mis dans le statutaire. Pour les opérateurs, pris sur la Prime Qualif' Pénibilité.

Samedi travaillé : +15€ au 1er juillet et +5 € au 1er décembre 2026 (soit 30 € brut au total) pour les agents concerné.e.s.

Dès le 1er juillet 2026, la prime "Dimanche et Fériés" travaillés sera d'un montant unique de 51,46 € brut pour les agents concerné.e.s.

Alimentation de son « propre » CET avec 15 jours de repos fixes et jusqu'à 25 jours monétisables en 2026.

DÉRISOIRE AU REGARD DES 264 MILLIONS D'EUROS DU RÉSULTAT NET DÉGAGÉ EN 2025 !

Ces bons résultats financiers sont en grande partie le fruit de notre travail, ils ne tombent pas du ciel !

Mais pour la Direction : quand les comptes sont dans le rouge, ce n'est pas le moment d'augmenter les salaires. Quand ils sont dans le vert... eh bien, ce n'est toujours pas le moment !

Malgré le contexte international qui a déjà produit ses effets avec une hausse spectaculaire du prix des carburants, la Direction n'a même pas répondu favorablement à notre revendication de revaloriser significativement « l'Allocation Complémentaire de Déplacement » (ACD). Une prime de sujétion qui existe justement pour compenser l'utilisation contrainte de son véhicule personnel pour se rendre au travail. **Mais dans quel monde la Direction générale vit-elle ?**

**SEULE LA MOBILISATION
PAIERA, SEUL LE RAPPORT
DE FORCE FERA LÂCHER
LA DIRECTION !**

Bravo aux agents mobilisé.e.s et présent.e.s aux rassemblements du 18 février et de ce 10 mars. Votre détermination à vous faire entendre ne clôt pas cette séquence NAO. Ce ne sont que des étapes pour arracher, en 2026, des augmentations de salaires à la hauteur de notre travail pour assurer nos missions quotidiennes de transporter des millions de Francilien·enne·s et de touristes.

D'ORES ET DÉJÀ, UNE REVOYURE POUR 2026 S'IMPOSE !

Comme toujours, les rapaces profiteurs de guerre sont à l'affût. L'actualité rappelle encore plus l'urgence de garantir notre pouvoir d'achat car, une chose est sûre : il est hors de question pour les agents de perdre de l'argent pour venir travailler et avec une inflation en embuscade !

La CGT revendique des mesures salariales réelles, justes et pérennes. Les agents de la RATP ne demandent pas des artifices : ils exigent le respect de leur travail et de quoi vivre dignement ■

